

COMITÉ POUR LA RÉPUBLIQUE NOUVELLE



Jean RAUZY

Avocat à Béziers

Ancien Elève à l'Ecole des Sciences Politiques de Paris

Ancien Engagé Volontaire dans la Résistance

Vice-Président National aux Nations Unies (UNICEF)

Suppléant : **Claude PORTES**

Propriétaire Viticulteur

Membre Fondateur des Jeunes Viticulteurs (Saint-Geniès-le-Bas)

Ancien Combattant 39-45 Forces Aériennes Françaises

*Electrices, Electeurs,
Mes Chers Amis,*

L'objection au Pouvoir Personnel est un contresens.

Un Pouvoir qui n'est pas personnel n'est déjà plus le pouvoir.

Au même titre qu'une industrie, un commerce, une agriculture, une famille qui se voient privés d'une tête déclinent rapidement vers la désillusion, la lassitude, l'impuissance.

Les Grandes Nations n'auraient plus demain de raison de défense et de progrès si leurs têtes devenaient impersonnelles, inconsistantes, ne s'imaginant gouverner qu'en ne contemplant un système finalement anarchique, dont l'issue n'ouvrirait qu'inévitablement sur la décadence.

La France a une tête. Cette tête protège notre stabilité. Elle défend nos frontières. Elle place notre pays à l'heure de l'essor et de l'indépendance. Voilà pourquoi nous lui devons notre affection, notre gratitude, notre déférence.

★
★ ★

L'objection à la bombe atomique ou à l'extension de la politique extérieure vers la Russie est encore un contresens.

En 1914, notre armement était en retard d'une guerre. De même en 1939. Nos aînés en ont souffert. Certains en sont morts.

Aujourd'hui devons-nous préférer le fusil Lebel au sous-marin atomique ?

L'on nous réplique : " L'ARMEMENT MODERNE COUTE CHER ". Je leur réponds : " EST-IL PLUS ÉLEVÉ QUE CELUI D'UNE VIE HUMAINE " ?

En 1939, nous étions quasiment seuls. De même, en 1958.

La privation d'alliances consistantes et raisonnées faillit nous valoir l'aventure et le servage.

Aujourd'hui, devons-nous écarter la Russie du prétexte que jusqu'alors nous ne bénéficions d'aucune politique extérieure sérieuse et homogène. KENNEDY dédaigna-t-il KROUTCHEW ? Le Vatican repousse-t-il Moscou ?

L'objection à l'émancipation des peuples de couleur n'est-elle pas, elle aussi, un contresens.

Nos pères n'ont-ils pas libéré l'Amérique ? N'ont-ils pas en 89 crié la liberté ? Tout au long de l'histoire, ne l'ont-ils pas âprement défendue ?

Devrions-nous, aujourd'hui les renier ?

La République.

En 1946, elle fût rétablie. A défaut, nos Eglises et nos Temples seraient profanés. Nos terres et nos boutiques, nos familles et nos enfants seraient embrigadés.

En 58, elle fût restaurée. Tous ceux qui maintenant vitupèrent furent les premiers à le souhaiter.

Notre Président de la République aurait échoué. Dieu seul sait ce qui serait advenu.

Voilà pourquoi je suis avec le Pouvoir.

Et ceux qui ne le sont point pensent-ils sauver notre Midi en restant indéfiniment fâchés avec PARIS.

*
* *

Mais inconditionnel ? Non, en politique intérieure.

Parce que la politique intérieure de notre Pays se doit de s'améliorer encore, de s'harmoniser avec le brio de la politique extérieure.

Certes, si le Chef de l'Etat lui-même, avait la faculté directe de s'intéresser à chacun de nos problèmes de politique intérieure, je serais inconditionnel, les yeux fermés.

Mais ne se conçoit-il pas aisément, qu'un Chef d'Etat qui assume la poignante responsabilité de la Direction Générale et de l'Orientation d'une Nation ne peut tout de même pas se préoccuper de la particularité d'une région, d'autant que la charge en incombe au Parlementaire représentant cette région ?

La plupart de nos hommes de la politique héraultaise d'hier ont tenté maintes fois, et persévéreront, à excuser leur manque de travail ou leur incompétence en mettant sur le compte du Régime actuel leurs échecs renouvelés.

Il n'est pas d'exemple qu'un Parlementaire conscient de son ouvrage et qui le débat avec connaissance et persévérance n'ait pas obtenu satisfaction, à quelque fraction politique qu'il appartienne.

La meilleure preuve en est les résultats obtenus dans d'autres régions de France dont certaines ne sont pas nécessairement représentées, et qu'il s'en faut, par des soutiens du Régime actuel.

*
* *

Inconditionnel ? non, plus précisément parce que le Midi souffre. Et s'il est urgent d'écarter les incapables d'hier qui sont seuls responsables,

malgré tout, de notre marasme, ou ceux qu'ils essaient plus ou moins hypocritement de mettre à leur place, il est non moins urgent de défendre énergiquement, efficacement notre département à la Chambre auprès du Chef de l'Etat.

- Parce que notre vin est bloqué.
- Parce que l'on importe des vins étrangers.
- Parce que le prix du vin n'assure plus la légitime et juste rentabilité à son producteur.
- Parce que le commerçant, l'artisan voient leurs charges s'accroître devant un courant d'affaires qui se sclérose.
- Parce que l'entreprise ou la boutique sont menacées.
- Parce que l'ouvrier urbain ou agricole n'a plus la sécurité de l'emploi.
- Parce que son salaire, ainsi que le traitement des fonctionnaires, méritent d'être fortement protégés.
- Parce que la femme, la mère de famille, la ménagère sont angoissées.
- Parce que nos retraités se doivent d'être soutenus par une retraite décente.
- Parce que le jeune et l'homme de l'Hérault ne demandent qu'à vivre du produit estimé au prix de leur travail à quelque branche de l'économie qu'ils appartiennent.
- Parce que nos rapatriés de quelque pays d'Outre-Mer d'où ils viennent sont désormais Héraultais pour être désormais considérés comme tels.
- Parce que nos hauts cantons doivent être énergiquement et résolument défendus.
- Parce que les abus de technocratie et de dirigisme se doivent d'immédiatement prendre fin : Réforme intégrale de la fiscalité, de la Sécurité Sociale, expansion économique de la région vinicole, commerciale et touristique, etc...
- Parce que notre région est économiquement vétuste.

Inconditionnel ? Non. Tant que notre Midi souffrira.

Voilà pourquoi, j'ai refusé de l'être.

Voilà pourquoi, je suis à vos côtés.

Voilà pourquoi, je me bats.

Par devoir de reconnaissance pour nos vieux parents. Par attachement à notre terroir. Pour l'exemple à la jeunesse et à nos enfants.

Jean RAUZY.